

# « Une atmosphère de début des années 30 »

Vendredi matin, à l'aéroport de Rodez. Peu avant 10 h, l'avion arrivant de Paris se pose sur le tarmac. Quelques instants plus tard, Serge Klarsfeld, écrivain et historien, apparaît dans le hall de l'aérogare aux côtés de son épouse, Beate. Accueilli par Simon Massbaum, président de l'association pour la mémoire des déportés juifs de l'Aveyron, le couple a effectué le voyage pour venir dévoiler, à Millau, une nouvelle plaque sur laquelle figurent quatorze noms supplémentaires de juifs raflés et déportés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Avant de prendre la route du Sud-Aveyron, le premier défenseur de la cause des déportés juifs en France a pris le temps d'évoquer plusieurs sujets, dont la situation que connaissent actuellement la France et l'Europe. Entretien.



Serge Klarsfeld, président de l'association des fils et filles de déportés juifs de France, était à Millau, vendredi./DDM, R.G.

pays démocratique, menace de quitter l'Europe, on se dit que notre continent risque de devenir une sorte de citadelle de droite extrême fermée à toute migration de masse par un mur similaire à celui de Berlin. Cela étant, la migration massive qu'il a pu y avoir est aussi mauvaise dans le sens où tout excès entraîne, de la part des peuples, la peur de voir arriver des vagues de populations qui changent les mœurs et possèdent des points de vue différents. Il faut garder à l'esprit qu'il faut des décennies pour intégrer les enfants issus de ces mouvements. Des erreurs ont été commises et aujourd'hui, les grands partis ont du mal à reprendre la main.

**La volonté du parti socialiste, au début de l'année, d'appliquer la déchéance de nationalité dans certains cas, en est-elle une ?**

Les mots « déchéance de nationalité » m'ont touché en tant que membre d'une génération qui a vu de nombreuses familles être déchues de leur nationalité

**Serge Klarsfeld, que vous inspirent les nombreuses fractures apparues, depuis plusieurs mois, au sein de la société française, sur le plan religieux, social ou idéologique ?**

Pour un Français juif, c'est une période difficile car nous faisons face à la montée de l'extrême droite et aux attentats des fondamentalistes musulmans. Nous sommes coincés entre ces deux ennemis. Le premier est déjà ancien et, même s'il ne fait pas campagne sur ce thème actuellement, nous présumons que son noyau reste antisémite. Le second est à l'origine des attentats qui ont visé d'une façon aveugle les Français dans leur ensemble mais qui, certaines fois, ont plus particulièrement pris pour cible les juifs. On a vu des enfants être tués de sang-froid, ce qui montre bien le degré de haine anti-juive atteint par certaines personnes, qui restent, pour moi, minoritaires. Les attentats ont été perpétrés par des gens qui se sont appuyés sur des réseaux basés à l'étranger, des infrastructures particulières, mais ils ne sont pas liés à la

masse de musulmans qui vivent en France. Aujourd'hui, je suis inquiet, inquiet de voir que le pays a du mal à se réformer et que les grands partis républicains de centre-gauche et centre-droite n'arrivent pas à s'adapter, ce qui provoque la montée du FN. Le fait que le prolétariat vote pour ce parti est un mauvais signe et la confirmation que les temps changent et qu'il y a une sorte de volonté populaire de mettre en place un régime autoritaire.

**Cette situation existe déjà dans plusieurs pays de l'union européenne. Êtes-vous préoccupé de voir ces idées gagner du terrain dans tout le continent ?**

Oui, car on en revient à une atmosphère de début des années 30. La Pologne, la Hongrie et la Croatie, par exemple, ont installé à leur tête des régimes qui font des concessions aux règles de l'union européenne mais qui restent des régimes de droite nationaliste. Quand on voit que le Royaume-Uni, qui est un grand

sans avoir rien fait, sans avoir été fichées. Aujourd'hui, ce que je regrette, c'est que des gens fichés comme dangereux n'aient pas été internés administrativement. Par le passé, ceux qui étaient déchus de leur nationalité, comme les enfants juifs, étaient placés dans des camps spéciaux. Les fanatiques islamistes qui ont été enregistrés comme s'étant rendus en Syrie ou comme ayant des connexions avec des réseaux terroristes ont été laissés libres car l'internement administratif est vu comme antidémocratique. S'ils avaient été mis à l'écart de la société, dans des conditions humaines, nous n'aurions pas eu à faire face à tous les attentats récents. La déchéance de nationalité ne me semble pas être une mesure efficace pour empêcher ces personnes de passer à l'acte. L'internement administratif, en revanche, l'est. Nous pouvons adapter la démocratie aux différentes situations auxquelles elle est confrontée et ne pas rester toujours figés dans des schémas où l'on condamne telle ou telle chose.